

SIREN	ROF	Dénomination de l'entreprise	Période
837930890	TVA1	ASSOCIATION BUG BUILDERS	30/09/2018

A MONTANT DES OPÉRATIONS RÉALISÉES

OPÉRATIONS IMPOSABLES (H.T.)			OPÉRATIONS NON IMPOSABLES			
01	Ventes, prestations de services	0979	247	04	Exportations hors UE	0032
02	Autres opérations imposables	0981		05	Autres opérations non imposables	0033
2A	Achats de prestations de services intracommunautaires (article 283-2 du Code général des impôts)	0044		5A	Ventes à distance au profit de particuliers (consommateurs finaux) - ventes B to C....	0047
2B	Importations (entreprises ayant opté pour le dispositif d'autoliquidation de la TVA à l'importation)	0045		06	Livraisons intracommunautaires - ventes B to B	0034
03	Acquisitions intracommunautaires (dont ventes à distance et/ou opérations de montage :	0031		6A	Livraisons d'électricité, de gaz naturel, de chaleur ou de froid non imposables en France	0029
3A	Livraisons d'électricité, de gaz naturel, de chaleur ou de froid imposables en France	0030		07	Achats en franchise	0037
3B	Achats de biens ou de prestations de services réalisés auprès d'un assujetti non établi en France (article 283-1 du Code général des impôts)	0040		7A	Ventes de biens ou prestations de services réalisées par un assujetti non établi en France (article 283-1 du Code général des impôts)	0043
3C	Régularisations(Important : cf. notice).	0036		7B	Régularisations(Important : cf. notice).	0039

B DÉCOMPTÉ DE LA TVA À PAYER

TVA BRUTE		Base hors taxe	Taxe due	
Opérations réalisées en France métropolitaine				
08	Taux normal 20%	0207	24749	
09	Taux réduit 5,5%	0105		
9B	Taux réduit 10 %	0151		
9C	Ligne utilisable pour un nouveau taux en métropole			
Opérations réalisées dans les DOM				
10	Taux normal 8,5%	0201		
11	Taux réduit 2,1%	0100		
12			
Opérations imposables à un autre taux (France métropolitaine ou DOM)				
13	Ancien taux	0900		
14	Opérations imposables à un taux particulier (décompte effectué sur annexe 3310 A)	0950		
15	TVA antérieurement déduite à reverser		0600	
5B	Sommes à ajouter, y compris acompte congés (exprimées en euro)		0602	
<div>la ligne 11 ne concerne que les DOM. Les autres opérations relevant du taux de 2,1 % sont déclarées sur l'annexe 3310 A.</div>		16	Total de la TVA brute due (lignes 08 à 5B) . .	49
		17	Dont TVA sur acquisitions intracommunautaires	0035
		7C	Dont TVA sur importations bénéficiant du dispositif d'autoliquidation	0046
		18	Dont TVA sur opérations à destination de Monaco	0038

TVA DÉDUCTIBLE

19	Biens constituant des immobilisations	0703
20	Autres biens et services	0702
21	Autre TVA à déduire	0059
	(dont régularisation sur de la TVA collectée [cf. notice])		
22	Report du crédit apparaissant ligne 27 de la précédente déclaration	8001
2C	Sommes à imputer, y compris acompte congés (exprimées en euro)	0603
		23	Total TVA déductible (lignes 19 à 2C)
		Dont TVA non perçue récupérable par les assujettis disposant d'un établissement stable dans les DOM	
		24	(articles 295-1-5° et 295A du code général des impôts)
			0709
22A	Indiquer ici le coefficient de taxation forfaitaire applicable pour la période s'il est différent de 100%		

CRÉDIT

25	Crédit de TVA (ligne 23 - ligne 16)	0705	205	28	TVA nette due (ligne 16 - ligne 23)	
26	Remboursement de crédit demandé sur formulaire n°3519 joint	8002		29	Taxes assimilées calculées sur annexe n°3310 A	9979
AA	Crédit de TVA transféré à la société tête de groupe sur la déclaration récapitulative 3310-CA3G	8005		AB	Total à payer acquitté par la société tête de groupe sur la déclaration récapitulative 3310-CA3G (lignes 28 + 29)	9991
27	Crédit à reporter (ligne 25 - ligne 26 - ligne AA)	8003	205			
(Cette somme est à reporter ligne 22 de la prochaine déclaration)				32	Total à payer (lignes 28 + 29 - AB)	
Attention ! Une situation de TVA créditrice (ligne 25 servie) ne dispense pas du paiement des taxes assimilées déclarées ligne 29.				(N'oubliez pas de joindre le règlement correspondant)		

Les dispositions des articles 39 et 40 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004, garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel.